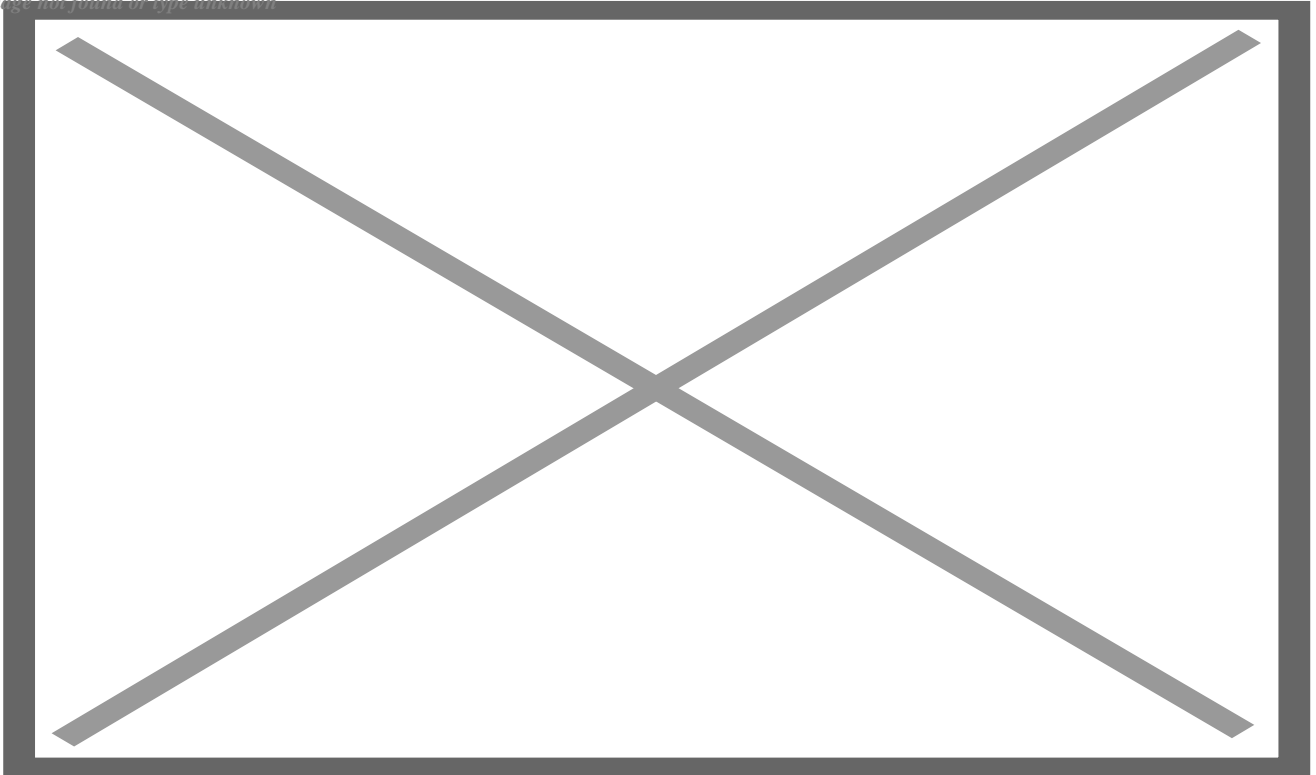


Les crimes d'Israël contre le peuple palestinien.

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Depuis le début de l'année, la tension monte au Moyen-Orient en raison des agressions constantes d'Israël contre la population palestinienne dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, territoires illégalement occupés par les troupes sionistes.

Ces derniers jours, les forces d'occupation ont bombardé Gaza à plusieurs reprises, des attaques auxquelles la résistance palestinienne a répondu. Et bien qu'un accord de cessez-le-feu entre les deux parties, négocié par l'Égypte, soit entré en vigueur samedi, la prudence et l'incertitude règnent.

Les actions criminelles de Tel-Aviv ont été condamnées par plusieurs pays et par l'ONU. Le secrétaire général de l'organisation internationale, António Guterres, a qualifié d'inacceptable le massacre de femmes et d'enfants par les bombardements israéliens.

Le bilan des cinq jours d'attaques s'élève à 33 morts, dont six mineurs et trois femmes, et plus de 150 personnes auraient été blessées.

Dans le même temps, les agences humanitaires de l'ONU ont prévenu que la situation dans la région était très préoccupante, car le carburant commençait à manquer et les fournitures vitales, telles que la nourriture et les médicaments, se faisaient rares à cause de la fermeture des points de passage par Tel-Aviv.

Les autorités palestiniennes ont fait état de la destruction de quelque 940 maisons, de difficultés dans le secteur de l'électricité et de la paralysie de l'éducation et de la pêche.

Les pertes dues aux bombardements israéliens, qui ont causé de graves dommages au secteur agricole, sont estimées à environ cinq millions de dollars.

En réalité, le régime sioniste pratique une politique d'apartheid dans les zones occupées, reconnue même par l'ONU. L'année dernière, le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien, Michael Lynk, a souligné que trois millions de Palestiniens sont dépourvus de prérogatives et vivent sous un régime oppressif de discrimination institutionnelle.

M. Lynk a affirmé qu'Israël privilégiait les 700 000 colons israéliens illégaux en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, que la Palestine revendique comme capitale de son futur État indépendant.

D'autres organisations ont dénoncé le fait que les pays qui protègent Israël, comme les États-Unis, soutiennent un système d'apartheid, sapent l'ordre juridique international et exacerbent les souffrances du peuple palestinien.

La violence israélienne a coûté la vie à plus de 225 Palestiniens en 2022, dont 53 enfants, et depuis le début de l'année, le nombre de victimes s'élève à plus de 150.

Le peuple palestinien a le droit à l'autodétermination, de vivre dans la liberté, la paix et la dignité sur les territoires qui lui appartiennent et qui ont été usurpés par le régime sioniste d'Israël.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/322752-les-crimes-disrael-contre-le-peuple-palestinien>



Radio Habana Cuba